

L'Iran vu de l'intérieur

Monde

Par Mahzad Elyassi

Journaliste et écrivaine iranienne

Publié le 23 juillet 2026

En décembre 2025 et janvier 2026, de très larges manifestations, protestant au départ contre le coût de la vie et la dégradation économique, ont traversé l'ensemble du pays avant d'être brutalement réprimées. Depuis, l'attaque israélo-américaine contre l'Iran et la crise du détroit d'Ormuz ont fait passer la situation de la population iranienne au second plan de l'actualité. Le renforcement en cours du régime semble laisser peu de perspectives à une société civile qui aspire cependant toujours à plus de liberté.

Depuis le début de l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, les manœuvres militaires occupent le devant de l'actualité, au point d'éclipser la situation du peuple iranien lui-même. Au début de la guerre, le président américain a déclaré qu'il souhaitait lancer cette guerre pour contribuer à la libération du peuple, un objectif entièrement mis de côté par la suite. Des négociations ont commencé entre l'Iran et les États-Unis, mais plus personne ne parle de la société iranienne. Que peut-on dire de la situation de la société iranienne ? Comment décririez-vous l'état d'esprit des Iraniens aujourd'hui ?

Les conditions économiques désastreuses et l'incertitude qui règne autour du conflit et de la confrontation avec Israël – qui persistent malgré les annonces d'un accord entre les États-Unis et l'Iran – ont largement maintenu les revendications des Iraniens ordinaires à ce qui est décrit dans la pyramide de Maslow comme les besoins essentiels, liés à la survie. Je pense que la préoccupation première des Iraniens à l'heure actuelle concerne l'économie. La guerre se trouve dans une impasse, et les espoirs d'un avenir économique plus prospère se sont évanouis.

Mais il est également vrai que chaque fois que les Iraniens ont bénéficié d'une marge de manœuvre économique et politique, même modeste, les revendications en faveur de la liberté politique et sociale ont eu tendance à se renforcer. En 2022, cela a pris la forme d'un soulèvement connu sous le nom de mouvement « Femme, Vie, Liberté ». Il s'agissait d'un mouvement profondément progressiste, né des transformations sociales que l'Iran avait connues au cours des deux décennies précédentes. L'attention internationale se porte généralement sur l'opposition entre les partisans de la République islamique et le camp Pahlavi, mais il existe également un troisième groupe qui espère intégrer les valeurs du mouvement « Femme, Vie,

Liberté » dans la politique intérieure iranienne. Cependant, en janvier 2026, les manifestations portaient principalement sur des questions économiques et ne mettaient pas particulièrement l'accent sur les revendications de liberté politique. Certains estiment que ces manifestations ont pu être délibérément orchestrées, ce qui expliquerait pourquoi elles différaient des précédentes manifestations, qui mettaient l'accent sur la liberté.

Depuis des années, un grand nombre d'Iraniens ont suivi des études universitaires et se sont orientés vers des domaines professionnels tels que la médecine, les soins infirmiers, l'ingénierie et d'autres professions techniques. Les groupes de technocrates revêtent une importance particulière, car ils constituent une part substantielle de l'infrastructure professionnelle et administrative du pays. À bien des égards, ils sont l'épine dorsale du système et contribuent à son bon fonctionnement.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, pendant la guerre, nous n'avons pas connu de pénuries majeures. Nous n'avons pas non plus assisté à de grandes vagues de réfugiés fuyant vers les pays voisins, pas même vers la Turquie. Il existe certainement une part importante de la société qui est mécontente de la situation actuelle. Dans le même temps, cependant, de nombreux facteurs différents entrent en jeu dans le pays. Le fort sentiment de nationalisme que ressentent de nombreux Iraniens face à un ennemi extérieur commun peut créer ce que l'on pourrait qualifier d'« alliance stratégique », même avec un État oppressif qui avait perpétré un massacre quelques mois auparavant seulement. Le gouvernement iranien a officiellement fait état d'un bilan d'environ 3 000 morts en janvier 2026, bien que d'autres sources aient avancé des chiffres nettement plus élevés.

Il existe également des preuves substantielles des efforts déployés par Israël ces derniers mois pour influencer l'opinion publique en Iran. On peut citer notamment un article de

Haaretz décrivant l'utilisation de faux comptes sur les réseaux sociaux en persan pour accroître la visibilité de Reza Pahlavi dans les médias, tout en coordonnant des attaques contre des personnalités politiques de premier plan et toute personne exprimant des opinions critiques ou opposées au camp Pahlavi, ainsi que des allégations selon lesquelles certains acteurs sur le terrain auraient cherché à orienter les manifestations vers la violence. Par exemple, l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo a affirmé le X que des agents du Mossad marchaient aux côtés des manifestants, une déclaration largement interprétée comme une reconnaissance, ou du moins une suggestion, de l'implication des services de renseignement israéliens dans les troubles. Cependant, le régime iranien a réagi à ce qu'il percevait comme une menace existentielle en déployant une violence aveugle. Cela montre que nous avons affaire à un régime dont l'impératif premier est la survie. Il place sa pérennité au-dessus de tout le reste et a démontré à maintes reprises sa volonté de recourir à la violence de masse afin de se préserver.

Nous vivons toujours sous un régime fondé sur la révolution de 1979. À l'époque, l'aspiration populaire à la liberté et à l'indépendance rassemblait de nombreux groupes. Mais les islamistes ont pris le pouvoir au détriment de tous les autres groupes révolutionnaires. Il en est ressorti un puissant discours religieux totalisant, agglomérant les convictions communes autour d'une vision apocalyptique du monde.

Cette vision du futur se traduit notamment par une attitude particulière vis-à-vis de la mort. Dans le système politique iranien, la mort au combat fait de vous un martyr, un statut glorifié par le régime. Sur le plan spirituel, le martyr jouit d'une position très élevée. C'est pourquoi, par exemple, le Guide suprême est immédiatement devenu une figure sacrée lorsque les Américains l'ont tué. Les Américains ne comprennent pas ce genre de complexité. Ils pensaient qu'en assassinant le Guide suprême, le système s'effondrerait, mais cela n'a pas été le cas

du tout. Pour les Américains, il est inconcevable de perdre des soldats au combat, c'est vécu comme un échec. Pour le système politique iranien, en revanche, les pertes humaines peuvent être justifiées au nom d'un objectif spirituel supérieur.

Une part importante de la population reste déterminée à protéger le système. Ce n'est toutefois pas la majorité. D'après les tendances de vote et les comportements électoraux observés ces dernières années, on peut estimer que ce groupe représente environ 15 à 20 millions de personnes sur une population iranienne d'environ 92 millions d'habitants. Mais ces 20 millions de personnes sont farouchement déterminées à défendre le système. Le reste de la population est beaucoup plus hétérogène en termes de préférences et de convictions politiques. Beaucoup n'ont pas de position idéologique tranchée et ont tendance à réagir de manière pragmatique, en fonction des circonstances. En cas de crise grave, telle que l'effondrement des infrastructures de base, beaucoup privilégieraient probablement la sécurité et la survie plutôt que la loyauté politique.

Le fonctionnement du système politique iranien a été très bien décrit dans un article de Kazem Alamdari, professeur de sociologie au Middle East Institute : « La structure du pouvoir de la République islamique d'Iran ». Dans cet article, il explique comment le système fonctionne grâce au clientélisme et a prédit avec justesse l'émergence du pouvoir militaire. La structure du pouvoir en Iran se compose de différentes factions qui collaborent entre elles tout en agissant de manière indépendante. Il existe au sein du système de nombreux centres de pouvoir, institutions et piliers qui fonctionnent simultanément. Malgré leurs divergences, leur objectif premier est de préserver le système aussi longtemps que possible. L'ensemble du système est animé par la survie, qui constitue son objectif ultime. Diverses factions se disputent l'influence et le pouvoir au sein du système mais, en fin de compte, préserver

le régime et veiller à ce qu'il ne subisse ni changement fondamental ni nouvelle révolution reste la priorité absolue.

On observe désormais dans les rues des rassemblements nocturnes pro-régime, organisés par l'État et auxquels participent les partisans les plus fidèles du régime, qui occupent des espaces publics qui ont longtemps constitué le champ de bataille politique en Iran. Alors que les rues de Téhéran ont été occupées par des femmes sans hijab au cours des quatre dernières années, la violence et la guerre ont donné aux groupes radicaux davantage d'audace pour se réappropriier les espaces publics que les années précédentes.

La guerre a, d'une certaine manière, profité à la République islamique. Je ne sais pas combien de temps cela durera mais, pour l'instant, il semble que les détenteurs du pouvoir politique soient stratégiquement unis. Des luttes de pouvoir internes pourraient émerger à l'avenir, mais cela ne signifie pas nécessairement que le système s'effondrera.

À l'heure actuelle, différents groupes au sein du système iranien se disputent le pouvoir. Mohammad Bagher Ghalibaf représente principalement les hauts commandants du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), en particulier son aile la plus technocratique. Le président Pezeshkian travaille en étroite collaboration avec Ghalibaf et le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi.

De l'autre côté, on trouve le Front Paydari, un groupe intransigeant qui souhaite poursuivre la confrontation et s'oppose à la paix avec les États-Unis et Israël. Sa pensée politique est profondément idéologique et religieuse. À certains égards, elle s'apparente à l'extrême droite religieuse en Israël.

Mojtaba Khamenei, le nouveau guide suprême, qui semble jouer un rôle important en coulisses, n'a pas endossé publiquement la responsabilité de l'accord entre l'Iran et les États-Unis. À l'instar de son père, il a semblé laisser la responsabilité des

négociations avec les Occidentaux aux « réformistes », à savoir Pezeshkian et Ghalibaf.

Il semble que les groupes les plus pragmatiques tentent de maintenir l'accord en vie, tandis que les partisans de la ligne dure s'efforcent de le faire échouer. Il est encore trop tôt pour savoir quel camp parviendra à renforcer sa position et à l'emporter.

LA GRANDE CONVERSATION

Comment les Iraniens parviennent-ils à se tenir informés de la situation dans tout le pays ? Et comment entretiennent-ils des contacts avec le monde extérieur, malgré le strict contrôle des connexions à internet ?

MAHZAD ELYASSI

Les autorités ont mis en place depuis de nombreuses années un système qui leur permet de limiter l'accès au Web et de couper les connexions internationales en cas de crise. Les Iraniens utilisent généralement des VPN pour se connecter à de nombreux réseaux sociaux, tels qu'Instagram et YouTube. À la suite des manifestations de novembre 2019 en Iran, au cours desquelles Internet a été complètement coupé pendant une semaine, les restrictions généralisées d'accès à Internet, associées à un accès limité aux plateformes nationales, sont devenues une méthode courante. À leur apogée, ces restrictions ont duré jusqu'à quatre mois. L'accès à Internet international a désormais été rétabli, et les réseaux sociaux sont à nouveau accessibles via des VPN. Pendant la récente guerre, même les VPN avaient cessé de fonctionner, le système ayant été conçu pour bloquer tout type d'accès tiers à l'infrastructure Internet du pays. Cependant, cette restriction a désormais été levée. La qualité de la connexion et le débit Internet restent toutefois faibles la plupart du temps.

Revenons au mouvement « Femmes, Vie, Liberté ». Ce qui est impressionnant pour le public français, ou plus largement pour un public européen, c'est de constater à quel point la société civile est dynamique, malgré la violence de la répression. Comment expliquez-vous cette vitalité de la société civile iranienne ?

La société iranienne est très dynamique, très vivante. J'ai parcouru presque tous les pays voisins de l'Iran, et je n'ai vu nulle part ailleurs une société civile comme celle-ci, même pas en Turquie en dehors d'Istanbul. En Iran, la classe moyenne cultivée a toujours joué un rôle très important. Elle a contribué à préserver et à transmettre de nombreux aspects de la culture iranienne tout en restant profondément intéressée par le dialogue avec la culture, la littérature et les arts mondiaux. L'aspiration à la liberté politique reste puissante au sein de cette classe sociale. Ses membres ont une influence sociale car ils ont accès aux médias et sont capables de diffuser leur message. Les mouvements sociaux en Iran en faveur de la liberté, et même le mouvement des femmes, trouvent leurs racines dans cette classe moyenne culturelle, à laquelle j'appartiens personnellement.

L'accord sur le nucléaire avait renforcé le pouvoir des technocrates iraniens et de la classe moyenne qui leur était étroitement liée. Quand Trump s'est retiré de cet accord en 2018, il a renversé cet équilibre. Les partisans de la ligne dure ont présenté l'effondrement de l'accord comme la preuve de l'échec de la stratégie des réformistes, ce qui leur a permis de consolider leur pouvoir tandis que le camp technocratique perdait une grande partie de son influence au sein du système politique.

Cette guerre et cette attitude hostile des États-Unis ont principalement affecté la classe moyenne, qui est en réalité le

meilleur allié et la meilleure classe sociale sur laquelle l'Europe et les États-Unis peuvent compter pour entamer un dialogue. L'attitude de l'Europe devrait, à mon avis, consister à mettre en œuvre une politique visant à renforcer cette classe sociale présente en Iran.

Les femmes iraniennes sont instruites et jouent un rôle très important au sein de cette classe sociale depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, environ 60 % des diplômés universitaires sont des femmes. Cela s'explique par le fait qu'à l'époque du Shah et avant la Révolution islamique, la plupart des familles religieuses n'envoyaient pas leurs filles à l'école ni à l'université, car elles se méfiaient du système. Mais après la révolution, elles ont commencé à envoyer leurs filles à l'école et à l'université parce qu'elles faisaient confiance au système, qui était devenu islamique. Au final, le nombre de femmes diplômées a progressé, et elles ont élevé la génération Z, généralement considérée comme la plus progressiste. D'une certaine manière, il s'agit d'une politique involontaire qui s'est retournée contre le système.

Les Européens ne perçoivent probablement pas le hijab de la même manière que les Iraniens, car c'est un symbole très politique en Iran. Il ne s'agit pas seulement de croyance ou de tradition. Par exemple, dans ma famille, nous ne portions jamais le hijab à la maison ou entre nous ; ce n'était pas une question de croyances, mais dehors, dans la rue, nous devions le porter. Le mouvement des femmes a vu le jour lorsque celles-ci ont commencé à refuser de porter le hijab dans les espaces publics. Il s'agissait d'une forme puissante de résistance non violente : une simple protestation corporelle contre laquelle le système ne pouvait rien faire, car des milliers de femmes ont simultanément commencé à refuser de porter le hijab en signe de protestation politique. Tout cela s'est produit parce qu'une jeune Kurde innocente, Mahsa Amini, a été retrouvée morte alors qu'elle était en garde à vue dans des locaux de la police des mœurs iranienne.

En Iran, la question ethnique ne joue pas un rôle important. Mahsa Amini était kurde, et les manifestations se sont propagées à travers l'Iran indépendamment de son appartenance ethnique. En voyageant en Afghanistan, j'ai pu constater que l'origine ethnique est une source de tensions. En Turquie également, il existe une tension ethnique permanente. Il semble que les Israéliens aient dit aux Américains que les Kurdes et d'autres groupes de dissidents en Iran se soulèveraient pour renverser le régime. Pour avoir voyagé à travers le Baloutchistan et le Kurdistan et y avoir vécu, je connais très bien la région et ses habitants. En réalité, beaucoup d'entre eux ne disent pas qu'ils veulent se séparer de l'Iran, mais affirment plutôt qu'ils sont les Iraniens authentiques. Bien qu'ils aient leur propre langue et leurs propres dialectes, ils apprennent le persan à l'école. Que ce soit au Tadjikistan, en Ouzbékistan, en Turquie ou en Afghanistan, on constate qu'il existe un Iran culturel, qui dépasse l'Iran politique. C'est pourquoi je pense qu'il est vain de spéculer sur de possibles conflits entre les groupes ethniques en Iran. Ces ethnies entretiennent des liens entre elles depuis des siècles. Cette proximité ne signifie pas qu'elles n'ont pas été opprimées par le système politique. Elles l'ont certainement été, de multiples façons, et en sont accablées.

LA GRANDE CONVERSATION

Maintenant que les négociations reprennent et puisque vous avez évoqué ce « nationalisme stratégique », comment percevez-vous actuellement les relations entre la société et l'État ?

Je dirais que le pays est en phase d'attente ; d'une certaine manière, tout le monde attend de voir ce qui va se passer. Je sais que de nombreuses personnes opposées au régime iranien prédisent que le régime islamique va probablement commencer

à se venger de ceux qui s'opposent à lui. Et beaucoup de gens sont très en colère ces jours-ci à cause des exécutions et des arrestations qui ont repris. Il y a indéniablement une tension dans l'air.

Il y a également des luttes de pouvoir au sein du système. On ne sait toujours pas qui a le dessus, d'autant plus que le nouveau Guide suprême ne s'est pas encore montré en public. Pour l'instant, il semble que le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) soit devenu plus influent que jamais.

Par le passé, l'Iran maintenait un système électoral limité et étroitement contrôlé. Bien que les élections ne fussent ni libres ni pleinement démocratiques, la présidence faisait néanmoins office de centre de pouvoir concurrent. Les candidats devaient être approuvés par des institutions non élues, ce qui conférait au Guide suprême, à l'establishment religieux et aux Gardiens de la révolution une influence significative sur le processus. Malgré tout, il existait un certain équilibre entre les élus et les centres de pouvoir non élus.

Aujourd'hui, cet équilibre semble s'être affaibli. Le président ne semble plus disposé ni capable de défier les Gardiens de la révolution, et des luttes de pouvoir se déroulent de plus en plus au sein des différentes factions des Gardiens eux-mêmes. Certains analystes craignent que si une faction parvenait à consolider pleinement son pouvoir, cela ne conduise à un système encore plus répressif, avec une répression plus sévère de la dissidence et des manifestations. Mais personnellement, je ne pense pas que le système prendrait un tel risque sans raison apparente, à moins d'une nouvelle vague de manifestations visant à prendre le contrôle de bases militaires.

Le rétablissement d'un certain équilibre au sein du système politique réduirait ce risque. Malheureusement, la guerre et les violences de ces derniers mois ont annulé bon nombre des acquis sociaux et politiques obtenus au cours de la dernière décennie, en particulier au sein du mouvement des femmes.

Comme je l'ai dit, il existe un conflit autour de l'occupation des espaces publics, mais les femmes sans hijab continuent néanmoins de vivre et de se montrer dans ces espaces. La minorité qui était favorable au hijab, à savoir les religieux et les conservateurs, a perdu le soutien culturel dont elle bénéficiait auparavant. La norme est aujourd'hui différente : il existe une population « grise » intermédiaire dont l'opinion est importante, car elle représente la majorité. Ce ne sont pas des personnes idéologiques ; elles veulent simplement mener une vie décente. Par exemple, cette affaire du hijab ne concernait pas seulement le hijab ; il s'agissait de dignité et de la manière dont le pouvoir est réparti parmi les citoyens ordinaires. On pourrait dire qu'il existe un conflit sous-jacent au sein de la société iranienne mais, pour l'instant, les gens semblent avoir décidé de ne pas jeter de l'huile sur le feu tant que l'équilibre des pouvoirs ne se sera pas dessiné plus clairement.

Je pense que de nombreux Iraniens ont le sentiment d'avoir fait tout ce qu'ils pouvaient. Pour l'instant, ils attendent surtout de voir ce qui va se passer et qui prendra finalement le pouvoir, tout en faisant face à de graves difficultés économiques et à une inflation galopante.

LA GRANDE CONVERSATION

La question nucléaire est depuis longtemps un enjeu de survie du régime. On peut avoir le sentiment que l'emprise du régime iranien sur le détroit d'Ormuz est bien plus efficace qu'une bombe nucléaire. En fait, c'est une arme stratégique aussi efficace et encore plus facile d'usage. Désormais, ils peuvent décider au jour le jour : « aujourd'hui, on ferme », « aujourd'hui, on ouvre », et ainsi de suite.

Sur ce sujet, il faut rappeler la fatwa de l'ancien guide suprême de l'Iran selon laquelle il est *haram* de posséder une bombe

nucléaire. Mais peu de gens connaissent cette citation de Khomeini, dans laquelle il a déclaré : « حفظ نظام واجب واجبات », ce qui signifie que la préservation du système est l'obligation la plus impérative. Ainsi, le maintien et la pérennité du système ont une dimension religieuse. Cette doctrine va même plus loin : si l'on estime que quoi que ce soit met le système en danger, il faut faire passer sa survie avant tout le reste, avant même celle de l'Imam caché – la figure la plus importante du Croissant chiite – et avant les autres obligations de l'islam.

Avec cette guerre, Trump a donné au régime un pouvoir renouvelé, assorti de nouveaux objectifs. Depuis de nombreuses années, on entend des voix affirmer qu'il faudrait fermer le détroit d'Ormuz, mais personne ne les prenait au sérieux. Il a fallu cette guerre pour qu'ils prennent conscience de la puissance d'une telle arme, car ils étaient prêts à prendre toutes les mesures stratégiques nécessaires pour survivre. Néanmoins, je pense personnellement que l'Iran ne pourra pas compter longtemps sur ce moyen de pression. Fermer le détroit d'Ormuz, c'est comme utiliser des antibiotiques : si on y a recours trop souvent, ils perdent leur efficacité.

Le seul groupe qui ait jusqu'à présent réussi à contraindre le régime iranien à faire des concessions significatives est celui des femmes, et elles y sont parvenues grâce à une action collective et non violente. Leur expérience suggère qu'une résistance civile soutenue peut s'avérer plus efficace que la violence pour défier l'État. En effet, le régime iranien est à son affaire lorsque les manifestations tournent à la violence, car il sait que, dans un affrontement armé, il détient un avantage décisif. Certains soutiennent que la population devrait être armée pour lutter contre le régime, mais je pense que c'est une mauvaise approche. Les citoyens ordinaires ne disposent ni de la formation, ni de l'organisation, ni de l'expérience en matière de guerre dont bénéficient les forces de sécurité du régime. Il s'agit tout simplement d'un rapport de force inégal qui ne mènera qu'à davantage d'effusions de sang.

En janvier dernier, j'étais sûre à cent pour cent que nous ne pouvions avoir aucun dialogue avec le régime et que nous devions nous en débarrasser au plus vite. Mais aujourd'hui, je pense que nous devons faire face à la réalité. Ils disposent d'une puissance militaire et d'un système de soutien, ainsi que d'un réseau d'actions bien organisé. Alors, quelles sont nos solutions ? Nous ne pouvons pas continuer avec toute cette violence. Les politiques doivent être réformées, et je pense que la classe moyenne que j'ai décrite commence elle aussi à parvenir à cette conclusion : nous devons trouver des moyens de changer le système de l'intérieur. Je pense que cette guerre, malgré ses conséquences tragiques et destructrices, a eu un résultat positif : elle a mis en lumière les potentiels et a rendu les réalités concrètes beaucoup plus claires.

Le régime est convaincu qu'il est en mesure de revendiquer la victoire sur les Américains et même sur Israël. Ses partisans partagent également ce sentiment de victoire. Les dissidents ont été menacés, même s'ils s'opposaient eux aussi à la présence des forces d'occupation étrangères. De leur côté, les partisans de Reza Pahlavi espéraient la guerre ou la soutenaient activement, convaincus qu'elle pourrait enfin « débloquer » la situation politique et sociale figée. Oui, la guerre a changé la donne car elle a révélé les forces cachées à l'œuvre mais, la plupart du temps, pas en faveur des dissidents.

LA GRANDE CONVERSATION

Vous parliez de l'alliance stratégique et du fait que l'objectif principal du système est la survie. C'est peut-être aussi une réponse aux interventions internationales répétées, qui témoignent d'une incompréhension internationale du système politique et social iranien. Cela aurait également pu être le cas en 1953, lors du renversement de Mohammad Mossadegh. Pensez-vous que cette mémoire historique reste présente ?



L'Iran a une longue histoire d'interventions étrangères. Bien qu'il n'ait jamais été officiellement colonisé, il a été profondément façonné par la rivalité entre les grandes puissances et par des ingérences étrangères répétées. En conséquence, le désir d'indépendance s'est profondément enraciné dans la culture politique et la mémoire historique de l'Iran. Je pense que cette alliance stratégique contre Israël et l'invasion américaine est étroitement liée à l'expérience du pays face aux puissances étrangères au cours des deux derniers siècles, y compris à l'époque de Mossadegh.

L'Iran a subi tant d'interventions étrangères qu'elles font désormais partie de la mémoire collective du pays. Étant donné l'importance que la société iranienne accorde à son histoire, on peut affirmer sans se tromper que de nombreux Iraniens sont très sensibles à l'humiliation et ont tendance à se souvenir de ces expériences pendant des générations. Les Iraniens se sentent depuis longtemps mal représentés et méprisés dans le discours public mondial, et ils en sont profondément mécontents. L'un des moyens les plus efficaces de gagner le soutien de l'opinion publique iranienne sur la scène internationale consiste à aborder la civilisation et la culture iraniennes avec respect.

LA GRANDE CONVERSATION

Il existe de nombreuses villes importantes en Iran, et pas seulement Téhéran. La classe moyenne dont vous parliez est-elle donc principalement une classe urbaine, ou pas exclusivement ?

La classe moyenne iranienne est répartie aussi bien dans les grandes que dans les petites villes ; on ne peut pas dire qu'elle soit concentrée uniquement à Téhéran. En fait, ces dernières années, nous avons assisté à un exode des familles de la classe

moyenne des grandes villes, en particulier de Téhéran, vers des villes plus petites et des zones rurales. Pour beaucoup, les embouteillages, la pollution et la baisse de la qualité de vie dans la capitale étaient devenus insupportables. Cette tendance a été particulièrement marquée dans le nord et le sud du pays. Nous avons donc aujourd'hui de nombreuses personnes instruites dans les villages. Même si elles ne vivent plus en ville, leur état d'esprit reste assurément urbain. On évoque souvent les ressources pétrolières et minérales de l'Iran comme la plus grande richesse du pays. Je pense cependant que le capital humain de l'Iran est tout aussi important, voire davantage.

LA GRANDE CONVERSATION

Et les universités se trouvent-elles concentrées dans les principales villes ou sont-elles réparties sur le territoire ?



L'Iran compte à la fois des universités publiques et privées. Les étudiants des universités privées doivent s'acquitter de frais de scolarité. Sous la présidence d'Akbar Hashemi Rafsanjani, le système universitaire privé islamique Azad a été créé. Il s'est rapidement développé à travers le pays, ouvrant des campus non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les petites localités et, dans certains cas, dans les zones rurales. Malgré son nom, cette université n'était pas nécessairement « islamique » au sens où beaucoup de personnes extérieures pourraient le supposer. Hommes et femmes suivaient les cours ensemble, et le programme d'études comprenait principalement des disciplines universitaires modernes telles que l'ingénierie, la médecine, le droit, les sciences humaines et les sciences sociales, plutôt que des études religieuses.

L'expansion de l'Université Azad a également eu un impact social plus large. Elle a constitué l'une des portes d'accès à la

modernité pour de nombreuses communautés isolées. Les étudiants des grandes villes se rendaient souvent dans des petites villes pour y étudier, tandis que les étudiants locaux côtoyaient des personnes issues de milieux sociaux et culturels différents. Cette circulation des étudiants a favorisé les échanges culturels et contribué à relier des communautés qui étaient auparavant plus isolées les unes des autres.

Le deuxième facteur ayant contribué aux échanges culturels entre les différentes régions d'Iran fut la politique du gouvernement de Hassan Rouhani visant à promouvoir des gîtes écologiques gérés localement dans tout le pays, dans le cadre de ses efforts pour développer le tourisme, même dans les villages reculés. Les Téhéranais se rendaient au Baloutchistan et pouvaient ensuite se rendre du Baloutchistan au Kurdistan grâce à ce réseau touristique.

Le tourisme en Iran est principalement intérieur. La plupart des touristes étrangers se rendent dans les villes religieuses. Ils proviennent principalement de pays arabes tels que l'Irak et la Syrie et viennent en pèlerinage vers les sanctuaires chiites sacrés. Après l'accord sur le nucléaire entre les États-Unis et l'Iran, le pays a connu une vague de tourisme en provenance des pays européens, qui s'est arrêtée immédiatement lorsque les tensions ont repris.

LA GRANDE CONVERSATION

Comment décririez-vous votre travail ? Votre dernier ouvrage^① est une sorte de récit de voyage ; vous publiez également des articles sur les aspects sociaux et culturels de l'Iran. Comment conciliez-vous tout cela ?



Je suis titulaire d'un master en anthropologie de l'université de Téhéran. Bien que j'aie passé plusieurs années à travailler comme chercheur universitaire, puis comme journaliste – activité que je poursuis encore aujourd'hui –, j'ai fini par ressentir le besoin d'approfondir ma compréhension de la société à travers l'expérience vécue plutôt que par la seule recherche ou la lecture. Cela m'a conduit à explorer de manière approfondie différentes régions d'Iran et de nombreux autres endroits de la région.

De ce fait, ma connaissance des diverses régions de l'Iran repose sur un travail de terrain et une expérience de première main, et non pas uniquement sur la théorie ou la recherche documentaire. À la suite de ces voyages, j'ai publié un recueil d'essais de voyage intitulé *And No One Knows in Which Land They Will Die*, un ouvrage de non-fiction littéraire qui a été bien accueilli et est devenu l'un des best-sellers de son genre en Iran. Mon écriture allie la narration à l'observation anthropologique et à l'analyse théorique. Elle s'attache à identifier les schémas culturels et sociaux de la vie quotidienne tout en scrutant au-delà de la surface des événements politiques et des dynamiques de pouvoir. Je vis actuellement en France grâce à un visa « Talent ».

Notes

- ① *Et personne ne sait dans quel pays il mourra. Récit de voyages à Katmandou, Bamiyan, Tbilissi, Athènes, Herat, Kaboul, Gênes, Konya, Dawan et Montpellier (en persan), éditions Atraf, 2024.*